

## Burundi : le Cnared interpelle les chefs d'Etat de la région

RFI, 22-04-2017 Bujumbura refuse obstinément de s'asseoir avec l'opposition en exil, qu'il accuse d'être derrière les violences au Burundi et la tentative de coup d'Etat de mai 2015, pour trouver une voie de sortie de crise. Tout le monde a donc aujourd'hui les yeux fixés sur le prochain sommet des chefs d'Etat de la région, annoncée comme décisive sur cette question. Le Cnared, une plate-forme qui regroupe l'opposition burundaise en exil et une partie de celle encore au Burundi, vient d'écrire à ces chefs d'Etat pour leur demander d'obliger Nkurunziza à négocier ou de prendre des sanctions contre son gouvernement.

Le Cnared estime que la balle se trouve désormais dans le camp des pays de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Est (EAC), les seuls même aujourd'hui de pouvoir faire fléchir Pierre Nkurunziza, selon des observateurs. Il leur demande d'exiger du président burundais qu'il négocie avec son opposition sans condition, et s'il refuse, qu'ils prennent des sanctions, notamment un embargo économique et sur les armes. « Nous lui demandons de s'impliquer fortement, de prendre les sanctions au cas où Monsieur Nkurunziza refusait carrément de s'asseoir à la table des négociations. Et sont les seules sanctions qui pourraient infléchir et acculer à accepter les négociations », estime le président du Cnared, Charles Nditije. Le gouvernement n'en a cure. Mais le premier vice-président burundais n'en pense pas moins du Cnared, une organisation basée en Belgique où sont exilés de nombreux opposants burundais. « Il nous est difficile de réagir. C'est une association belge et qui n'existait pas au point de vue juridique. Vraiment, aujourd'hui la crise derrière nous, nous en déplaît aux donateurs. Il y a quelques brebis gâchées ! Il y a ces gens qui demandent des sanctions à leurs frères, à leur père, à leurs parents ! C'est inadmissible ! Nous n'allons pas accepter ça », réagit Gaston Sindimwo. Bujumbura tente, selon des sources diplomatiques, d'obtenir que le cas burundais ne soit pas inscrit à l'ordre du jour du prochain sommet de l'EAC, mais rien n'est moins sûr. La communauté internationale, elle, fait en effet pression pour qu'elle prenne une décision qui mettra enfin sur les rails.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});